

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**ARRETE PREFECTORAL n° 2015/DRIEE/UT77/127
du 14 septembre 2015
de mise en demeure à l'encontre de la société KUEHNE NAGEL
pour son site sis 32-4 rue Albert Caquot, Zone Industrielle de Mitry-Compans, à MITRY-MORY (77 292)**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du mérite**

VU la partie législative du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, et L. 514-5 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret du Président de la République en date du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Luc MARX, Préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 14/PCAD/129 du 1^{er} septembre 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Alain VALLET, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;

VU l'arrêté n° 2015 DRIEE IdF 132 du 16 mars 2015 portant subdélégation de signature ;

VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 95 DAE 2 IC 164 du 30 juin 1995 autorisant la société autorisant la société LIFFA à exploiter un entrepôt frigorifique alimentaire ;

VU le courrier préfectoral du 15 mai 2006 actant le changement d'exploitant au profit de la société KUEHNE NAGEL ;

VU le courrier n° 206 du 27 janvier 2012 accordant le bénéfice des droits acquis pour les installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique n° 1510, et à déclaration au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la visite d'inspection réalisée le 23 juillet 2015 sur le site de la société KUEHNE NAGEL situé à MITRY-MORY ;

VU le courrier du 10 août 2015 de l'inspection des installations classées transmettant à la société KUEHNE NAGEL son rapport du 10 août 2015, établi suite à la visite d'inspection du 23 juillet 2015, proposant à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure la société KUEHNE NAGEL de respecter certaines prescriptions de son arrêté préfectoral du 30 juin 1995 et de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 susvisés ;

VU l'absence d'observations de la société KUEHNE NAGEL dans les délais impartis suite à l'envoi du courrier du 10 août 2015 ;

CONSIDERANT que l'entrepôt n'est pas compartimenté en 3 cellules (cellules 1, 1 bis et 2), mais en 5 cellules ;

CONSIDERANT que la cellule 1 bis a été divisée en deux cellules (cellules 3 et 4) ;

CONSIDERANT que la surface des cellules n'est pas tout à fait similaire au projet initial ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a transmis aucune information à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne, sur d'éventuelles modifications au niveau des dispositions constructives ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas réalisé de travaux de mise en conformité pour les installations électriques ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas réalisé de travaux de mise en conformité pour la thermographie infrarouge servant de détection incendie ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas réalisé de travaux de mise en conformité pour le système de désenfumage et pour les exutoires ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas réalisé de travaux de mise en conformité pour les portes coupe-feu ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le degré coupe-feu des portes au niveau des ateliers ;

CONSIDERANT que toutes les portes coupe-feu ne sont pas maintenues dégagées de tout objet susceptible de faire obstacle à leur fermeture (barre de fer) ;

CONSIDERANT que l'exploitant ne s'est pas assuré du respect des distances entre les issues de secours ;

CONSIDERANT que toutes les cellules de l'établissement ne comportent pas deux issues vers l'extérieur, dans deux directions opposées ;

CONSIDERANT que toutes les portes intérieures et extérieures des issues de secours ne sont pas repérables par des inscriptions visibles en toute circonstance et que leur accès n'est pas convenablement balisé ;

CONSIDERANT que l'ouverture de la porte de l'issue de secours, située entre la cellule 3 et la cellule 4, était gênée par un serre-câble bleu en plastique ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a établi aucune consigne de test, d'entretien et de maintenance périodique pour veiller au bon fonctionnement de la vanne d'isolement manuelle ;

CONSIDERANT que toutes les dispositions nécessaires ne sont donc pas prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas effectué de mesures du niveau de bruit et de l'émergence depuis plus de trois ans ;

CONSIDERANT que le non respect de ces prescriptions représentent des enjeux en termes de pollution et de risque incendie ;

CONSIDERANT que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitations imposées par les arrêtés susvisés ;

CONSIDERANT que les installations peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} – TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société KUEHNE NAGEL, dont le siège social est situé au 2, avenue Joseph Paxton, ZAC des Hauts de Ferrières, FERRIERES-EN-BRIE à MARNE-LA-VALLEE (77 614) est mis en demeure pour son établissement situé au, 2-4 rue Albert Caquot, Zone Industrielle de Mitry-Compans, à MITRY-MORY (77 292), de respecter les prescriptions suivantes :

1- Dans un délai de 3 mois :

– l'arrêté préfectoral du 30 juin 1995 susvisé :

• l'article 4.4 (Ateliers) :

« Les ateliers d'entretien du matériel seront isolés par une paroi coupe-feu de degré 1 heure. Les portes d'intercommunication seront coupe-feu de degré 1 heure asservies à des détecteurs autonomes déclencheurs. »

• l'article 4.5 (Issues) :

« Des issues pour les personnes seront prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit distant de plus de 50 mètres de l'une d'elles et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul de sac.

Deux issues vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées, seront prévues dans chaque cellule.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur seront munies de ferme-portes et s'ouvriront par une manœuvre simple dans le sens de la sortie.

Toutes les portes intérieures et extérieures sont repérables par des inscriptions visibles en toute circonstance et leurs accès convenablement balisés. »

• l'article 5.1 (Installations électriques) :

« Les installations électriques seront conformes aux normes en vigueur.

L'arrêté du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (J.O. N.C. du 30 avril 1980), est applicable.

Tous les appareils comportant des masses métalliques seront mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

La mise à la terre sera effectuée suivant les règles de l'art ; elle sera distincte de celle du paratonnerre.

La valeur des résistances de terre sera conforme aux normes en vigueur.

À proximité d'au moins une issue sera installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.

Les transformateurs de courant électrique seront situés dans des locaux spéciaux isolés de l'entrepôt par un mur coupe-feu de degré une heure et largement ventilés.

Les matériels et équipements électriques seront régulièrement vérifiés. Ils seront contrôlés périodiquement par un technicien compétent.

Les rapports de ces contrôles seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. »

- l'article 10.1 (Principes généraux) :

« Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Toutes dispositions seront prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux.

Tout déversement d'eaux résiduelles, traitées ou non, est interdit dans une nappe souterraine. »

- l'article 11.4 (Portes coupe-feu) :

« Toutes les portes coupe-feu devront être maintenues dégagées des produits stockés et des accumulations de poussières ou autres matériaux susceptibles de faire obstacle à leur fermeture. »

- l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 susvisé :

- l'article 2.4.6 (Vérification périodique et maintenance des équipements) :

« L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple), ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. »

- l'article 5.4 (Surveillance par l'exploitant des émissions sonores) :

« L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation, puis au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié. »

2- Dans un délai de 6 mois :

- l'arrêté préfectoral du 30 juin 1995 susvisé :

- l'article 4.1 (Les caractéristiques des éléments de construction) :

« La stabilité au feu de la structure des bâtiments sera d'une demi-heure. L'entrepôt sera compartimenté en cellules :

a) cellule 1 : d'une surface de 4844 m², elle est constituée d'une structure en charpente béton avec des murs isolants en panneaux métalliques insérant un isolant en mousse Klegecel (classe M1) ;

b) cellules 1 bis et 2 : d'une surface de 2702 m² et 2824 m², ces deux cellules sont constituées d'une structure en charpente métallique insérant un isolant en mousse (classe M1).

Les portes de communication devront être coupe-feu de degré 1 heure et asservies par des détecteurs autonomes déclencheurs sensibles aux gaz et fumées.

La toiture comportera, au moins sur 2 % de sa surface pour les cellules d'entrepôt, des éléments permettant en cas d'incendie l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers, fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments, des exutoires de fumées et de chaleur à commande automatique et manuelle, dont la surface représentera 0,5 % de la surface au sol.

La couverture ne doit pas comporter des exutoires d'ouverture ou d'éléments légers sur une largeur de quatre mètres de part et d'autre à l'aplomb de la paroi coupe-feu séparant les cellules.

La commande manuelle des exutoires de fumées et de chaleur devra être facilement accessible depuis les issues de secours.

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits (effet de lentille). »

• l'article 14 (Modification de l'installation) :

« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 – INFORMATION DES TIERS

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de MITRY-MORY et peut y être consultée.

Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles la société KUEHNE NAGEL est soumise, est affichée en mairie de MITRY-MORY pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé à la Préfecture (Direction de la Coordination des Services de l'État) par les soins du maire.

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet de la Préfecture pour une durée identique.

Une copie du présent arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

ARTICLE 5 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS (ARTICLES L. 514-6 et R. 514-3-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 MELUN, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 6 – EXECUTION

- Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Le sous-Préfet de MEAUX,
- La Maire de MITRY-MORY,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à la société KUEHNE NAGEL, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 14 septembre 2015,

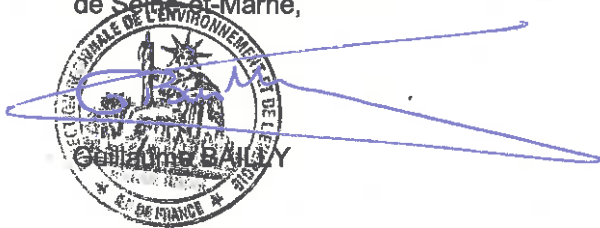
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de l'unité territoriale
Seine-et-Marne,

Signé

Guillaume BAILLY

Pour ampliation

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de l'unité territoriale
de Seine-et-Marne,



DESTINATAIRES :

- La société KUEHNE NAGEL,
- Le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC),
- Le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- Le sous-Préfet de MEAUX,
- La Maire de MITRY-MORY,
- Le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE.